

COMMUNE DE ST-BARNABE

NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU U BUDGET PRIMITIF POUR 2019

Sommaire :

- I. Le cadre général du budget*
 - II. La section de fonctionnement*
 - III. La section d'investissement*
 - IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation*
- annexe : extrait du CGCT*

I. Le cadre général du budget

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour la commune ; elle est disponible sur le site internet de la collectivité.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2019. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée, et transmis au représentant de l'État dans les 15 jours qui suivent son approbation. Par cet acte, le maire, ordonnateur, est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le budget 2019 a été voté le 22 mars 2019 par le conseil municipal. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat de la mairie aux heures d'ouvertures des bureaux. Ce budget a été établi avec la volonté :

- de maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;

- de contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt ;
 - de mobiliser des subventions auprès du conseil départemental et de la Région chaque fois que possible.
- Les sections de fonctionnement et investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), incluant notamment le versement des salaires des agents de la commune ; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

II. La section de fonctionnement

a) Généralités

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux. C'est un peu comme le budget d'une famille : le salaire des parents d'un côté et toutes les dépenses quotidiennes de l'autre (alimentation, loisirs, santé, impôts, remboursement des crédits...).

Pour notre Commune :

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population (cantine, garderie, mise à disposition de salles,...), aux impôts locaux, aux dotations versées par l'Etat, à diverses subventions.

Les recettes de fonctionnement 2019 représentent 1 227 199 euros.

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les salaires du personnel municipal, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les subventions versées aux associations et les intérêts des emprunts à payer.

Les salaires représentent 370 405 € des dépenses de fonctionnement de la Commune.

Les dépenses de fonctionnement 2019 représentent 1 227 199 euros

Au final, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la collectivité à financer elle-même ses projets d'investissement sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

Les recettes de fonctionnement des communes ont beaucoup baissé du fait d'aides de l'Etat en constante diminution : *284 356 € en 2014 – 261 550 € en 2015 – 236 670 € en 2016 – 227 746 € en 2017 – 223 757 € en 2018*

Il existe trois principaux types de recettes pour une Commune :

Les impôts locaux (441 132 € en 2016 – 464 648 € en 2017 - 450 825 € en 2018 - prévision de 458 147 € en 2019)

Les dotations versées par l'Etat

Les recettes encaissées au titre des prestations fournies à la population (*en 2017, restauration pour 22 040 € + garderie avec 2 163 € - en 2018, restauration scolaire pour 23 986 € + garderie avec 2 345 €*)

b) Les principales dépenses et recettes de la section :

Dépenses	Montant	recettes	Montant
Dépenses courantes	283 789 €	Excédent brut reporté	
Dépenses de personnel	370 405 €	Recettes des services	67 478 €
Autres dépenses de gestion courante	134 102 €	Impôts et taxes	727 670 €
Dépenses financières	45 645 €	Dotations et participations	262 637 €
Dépenses exceptionnelles	700 €	Autres recettes de gestion courante	155 710 €
Autres dépenses	1 200 €	Recettes exceptionnelles	3 700 €
Dépenses imprévues	8 779 €	Recettes financières	4 €
Total dépenses réelles	844 620 €	Autres recettes	10 000 €
Charges (écritures d'ordre entre sections)	74 579 €	Total recettes réelles	1 227 199 €
Virement à la section d'investissement	308 000 €	Produits (écritures d'ordre entre sections)	
Total général	1 227 199 €	Total général	1 227 199 €

c) La fiscalité

Les taux des impôts locaux pour 2019 sont inchangés :

- *concernant les ménages*
- . Taxe d'habitation : 14.93 %
- . Taxe foncière sur le bâti : 27.90 %
- . Taxe foncière sur le non bâti : 77.41 %

Le produit attendu de la fiscalité locale s'élève à 468 147 €

d) Les dotations de l'Etat.

Les dotations attendues de l'Etat (DGF) s'élèveront à 188 219 €, soit une baisse de 2 813 € par rapport à l'an passé.

III. La section d'investissement

a) Généralités

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la Commune à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. Pour un foyer, l'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine familial : achat d'un bien immobilier et travaux sur ce bien, acquisition d'un véhicule, ...

Le budget d'investissement de la Commune regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.

- en recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (Taxe d'aménagement) et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (par exemple : des subventions relatives à la construction d'un nouveau centre de loisirs, à la réfection du réseau d'éclairage public...).

b) Une vue d'ensemble de la section d'investissement

dépenses	montant	Recettes	Montant
Solde d'investissement reporté	200 600 €	Virement de la section de fonctionnement	308 000 €
Remboursement d'emprunts	213 886 €	FCTVA	122 756 €
Travaux de bâtiments	75 000 €	Mise en réserves	334 751 €
Travaux d'aménagements	255 000 €	Cessions d'immobilisations	
Autres travaux SDE	2 200 €	Taxe aménagement	500 €
Achats matériels – terrains, ...	49 000 €	subventions	35 990 €
Charges (écritures d'ordre entre sections)		Emprunt	170 000 €
/		Produits (écritures d'ordre entre section)	74 579 €
Total général	795 686 €	Total général	1 046 576 €

c) Les principaux projets de l'année 2019 sont les suivants :

rue GI de Gaulle à terminer
 Aménagement rue Verlainne
 Liaisons douces entre les pôles de loisirs à terminer
 Accessibilité/réhabilitation de la mairie et bibliothèque à terminer
 Etude thermique pour la salle polyvalente - panneaux photovoltaïques

d) Les subventions d'investissements prévues : dossiers en cours d'instruction

DSIL pour la salle polyvalente - travaux énergie
 la Région et FEADER : pour les liaisons douces et la rue GI de Gaulle - les abords de l'étang
 du Département : enrobé de la rue GI de Gaulle
 Autres : amendes de police pour les travaux de sécurité

IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

a) Recettes et dépenses de fonctionnement : 1 227 199 €

Recettes et dépenses d'investissement :
réparties comme suit :
les dépenses : crédits reportés 2018 : 497 718 €
nouveaux crédits 2019 : 812 409 €
TOTAL 1 310 127 €

les Recettes : crédits reportés 2018 : 227 269 €
nouveaux crédits 2019 : 1 082 858 €
TOTAL : 1 310 127 €

b) Principaux ratios

Dépenses réelles de fonctionnement / population = 661.41

Produit des impositions directes / population = 358.77

Recettes réelles de fonctionnement / population = 961.00

Dépenses brutes d'équipement / population : 259.36

DGF / population = 174.33

Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement = 0.44

Dépenses de fonctionnement et remb. en capital / dépenses réelles de fonctionnement = 0.86

Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement = 0.27

Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement = 1.53

c) Etat de la dette

Le capital restant dû par la Commune baisse depuis 2015 avec

En 2015 : 2 016 974 €

En 2016 : 1 836 965 €

En 2017 : 1 850 207 €

En 2018 : 1 913 033 €

En 2019 : 1 879 740 €

Nota : Pour les collectivités locales et leurs établissements (communes, départements, régions, EPCI, syndicats mixtes, établissements de coopération interdépartementale), les articles L 2121-26, L 3121-17, L 4132-16, L.5211-46, L 5421-5, L 5621-9 et L 5721-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient le droit pour toute personne physique ou morale de demander communication des procès-verbaux, budgets, comptes et arrêtés.

Fait à ST-BARNABE, le 23 mars 2019

Le Maire,
Georges LE FRANC

Annexe

Code général des collectivités territoriales – extrait de l'article L2313-1

Les budgets de la commune restent déposés à la mairie et, le cas échéant, à la mairie annexe où ils sont mis sur place à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'Etat dans le département.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité au choix du maire.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires, sans

1° De données synthétiques sur la situation financière de la commune ;

2° De la liste des concours attribués par la commune sous forme de prestations en nature ou de subventions. Ce document est joint au seul compte administratif ;

3° De la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la commune. Ce document est joint au seul compte administratif ;

4° De la liste des organismes pour lesquels la commune :

a) détient une part du capital ;

b) a garanti un emprunt ;

c) a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du

La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune ;

- 5° Supprimé ;*
- 6° D'un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis par la commune ainsi que*
- 7° De la liste des délégataires de service public ;*
- 8° Du tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionné au c de l'article L 300-5 du code de l'urbanisme ;*
- 9° D'une annexe retraçant l'ensemble des engagements financiers de la collectivité*

- 10° D'une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des contrats de partenariat. Lorsqu'une décision modificative ou le budget supplémentaire a pour effet de modifier le contenu de l'une des annexes, celle-ci doit être à nouveau produite pour le vote de la décision modificative ou du*
Dans ces mêmes communes de 3 500 habitants et plus, les documents visés au 1° Les communes et leurs groupements de 10 000 habitants et plus ayant institué la taxe Les établissements publics de coopération intercommunale et les communes signataires de contrats de ville présentent annuellement un état, annexé à leur budget, retraçant les recettes et les dépenses

Pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements.

Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présentation prévue au précédent alinéa ainsi que le rapport adressé au conseil municipal à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice prévu à l'article L2312-1, la note explicative de synthèse annexée au budget primitif et celle annexée au compte administratif, conformément à l'article L2121-12, sont mis en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, après l'adoption par le conseil municipal des délibérations auxquelles ils se rapportent et dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.